

L'OBTENTION DE PASSEPORTS CONTRE ARGENT

M. W. M. Howe (Wellington-Grey): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans un article paru récemment dans un hebdomadaire, on dit que pour une somme de cinq dollars, une certaine organisation s'occupe de demandes de passeports. Le ministre est-il au courant de cette offre et, si oui, quelles mesures a-t-il l'intention de prendre? Il s'agit d'un droit exigé pour faciliter l'obtention d'un passeport.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je regrette. Le député voudrait-il répéter la première partie de sa question?

M. Howe: J'ai parlé d'un article paru récemment dans un hebdomadaire et où il était dit qu'une certaine organisation, à Ottawa, demande \$5 pour régler les demandes de passeport en deux jours environ. Le ministre ou le ministère approuvent-ils le procédé auquel a recours cette entreprise commerciale?

L'hon. M. Sharp: Tout ce que je peux dire, c'est que je ne conseillerais à personne de faire une telle dépense.

LES RETARDS DANS LA DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS

M. Max Saltsman (Waterloo): Une question supplémentaire. Le ministre a-t-il pris des mesures pour que la confusion qui régnait l'an dernier au service des passeports ne se renouvelle pas cette année.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme je l'ai souvent répété ici dernièrement, nous ouvrons des bureaux dans quelques-unes des principales villes du Canada avec l'espoir que cela permettra d'accélérer l'établissement des passeports, mais je ne peux promettre, si la demande de passeports augmente de 20 ou 30 p. 100 comme l'an dernier, qu'il ne se produira pas quelques retards. Je crois qu'il serait impossible de faire face à la demande de passeports et d'expédier les affaires courantes au moment de pointe aussi vite qu'il est possible de le faire pour les demandes qui sont faites présentement.

M. Saltsman: Le ministre peut-il nous dire si ses doutes quant aux aptitudes du service des passeports à faire face à la demande tiennent en partie un gel imposé par le gouvernement à l'engagement de nouveaux employés?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[L'hon. M. Sharp.]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE DES PRIMES D'ASSURANCE AUTOMOBILE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je veux poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Il y a deux ou trois semaines, je lui ai demandé si son ministère étudiait la question de la hausse générale des primes de l'assurance automobile envisagée par les assureurs. Le ministre a dit que son ministère faisait enquête. Cette enquête est-elle terminée et, si oui, quelle mesure son ministère et la Commission des prix et revenus entendent-ils prendre?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): La réponse s'applique à la première partie de la question du député: nous n'avons pas encore terminé notre enquête.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Puis-je demander au ministre s'il terminera cette enquête prochainement et s'il fera une déclaration assez tôt pour qu'elle influe sur les taux de l'assurance automobile pendant la saison de tourisme de 1970?

L'hon. M. Basford: Oui, monsieur l'Orateur.

• (3.20 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

L'EXPROPRIATION

L'ACQUISITION ET LE DÉLAISSEMENT D'IMMEUBLES—LA NOMINATION D'ENQUÊTEURS, ETC.

La Chambre passe à l'examen du bill C-136, concernant l'expropriation, dont le comité permanent de la justice et des questions juridiques a fait rapport avec propositions d'amendement.

M. l'Orateur: Les députés ont sans doute remarqué qu'au *Feuilleton* d'aujourd'hui figurent un certain nombre de propositions d'amendement soumises à l'examen de la Chambre. De par l'autorité que le Règlement confère à la présidence, j'ai étudié ces propositions, et j'aimerais proposer à la Chambre l'ordre dans lequel nous pourrions les examiner et, au besoin, les mettre aux voix.

La motion n° 1, à mon avis, pourrait être étudiée séparément et faire l'objet, si besoin est, d'un vote distinct.